Marine Le Pen : « Je veux

C'est à Nice ce soir que la candidate « soutenue par le Front national » tient son premier meeting de l'entre deux tours. Objectif : convaincre que son programme peut répondre aux intérêts de la France

Quelques heures avant de « surprendre » les salariés de l'usine Whirlpool à Amiens, provoquant là le candidat Macron qui, au même moment, recevait l'intersyndicale des salariés à la chambre de commerce, Marine Le Pen a pris trente minutes de son temps, hier en début de matinée, pour répondre à nos questions. Trente minutes pour convaincre que sa vision de la France est la plus à même de répondre aux intérêts des Français, de garantir leur sécurité. Nul doute que ce soir, lors de son meeting à Nice, elle attaquera la politique prônée par son adversaire, le « *jeune trader* » dit-elle dont elle dénonce le modèle économique et social comme la remise en cause de l'identité et des valeurs de la France. Il faut désormais à la candidate « *soutenue par le Front national* », rassembler plus du double d'électeurs que les 7,7 millions du premier tour – un record pour le parti frontiste – pour espérer gagner.

(Cet entretien a été relu par la candidate)

Interview : Karine MICHEL
kmichel@nicematin.fr
Photos doc. Hélène Dos SANTOS

« Nous allons enfin parler de politique ! »

Dans quel état d'esprit abordez-vous cet entre deux tours ?
Je suis sereine parce que nous allons pouvoir, enfin, parler de politique et confronter des projets. C'est essentiel, car de ce vote à la présidentielle va dépendre l'avenir de notre pays tel que nous le connaissons.

Comment résumer la vision de la France que vous défendez, face à celle de votre adversaire ?
C'est d'un côté la persistance d'un état nation, que je défends, avec son identité, ses valeurs, sa protection sociale… Et de l'autre la transformation de la France en une place de marché financier, livrée à une mondialisation la plus sauvage et la plus brutale, à la dérégulation, à la libéralisation de tout, où seuls les plus forts s'en sortiront.

Christine Boutin a appelé à voter pour vous. Espérez-vous d'autres ralliements ?
J'espère surtout que les patriotes prennent conscience de l'importance du choix qui est à faire aujourd'hui. D'autant que, derrière M. Macron, c'est l'oligarchie que l'on voit. Cela va de la CGT au Medef en passant par la commission européenne, par cette « gauche caviar » qui se réunit à la Rotonde. Mais c'est aussi des mouvements beaucoup plus dangereux comme l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui a clairement appelé à voter pour M. Macron, qui de surcroît est depuis très longtemps le candidat de François Hollande. Il suffit de réécouter l'intervention de Ségolène Royal lundi matin en parlant de « notre candidat »… (1) Le choix que les Français ont à faire va avoir des conséquences très fortes.

Vous ne répondrez pas sur le ralliement de Christine Boutin ?
Chacun sait que Mme Boutin et moi avons des divergences assez profondes mais je préfère être soutenue par Mme Boutin que par Hani Ramadan (2).

Certains fillonistes sont prêts à voter Marine Le Pen « contre » Emmanuel Macron. Là encore, c'est un vote de rejet plus qu'un vote d'adhésion. Vous en pensez quoi ?
Au premier tour d'une élection présidentielle on choisit, au deuxième on écarte. Et il faut écarter le projet le plus dangereux pour le pays. Les électeurs de M. Fillon ont bien conscience de la dangerosité d'un projet qui vise non seulement à poursuivre la politique Hollande mais à en accélérer le processus qui a horrifié les électeurs de droite pendant cinq ans.

Dès lors que l'on parle d'un vote de rejet, comment devenir la présidente du rassemblement ?
Mais enfin, un deuxième tour de présidentielle, c'est toujours comme ça ! Moi je veux rassembler les patriotes, de droite comme de gauche. Ceux qui pensent qu'il faut à tout prix conserver la nation française avec ses spécificités, sa culture, son identité, son organisation. Je veux une France sereine, apaisée, qui affirme avec fierté que sa construction qu'elle soit politique, constitutionnelle, territoriale, est le fruit d'une sagesse millénaire et je n'entends pas qu'un jeune trader vienne balayer tout cela !

C'est aussi pour rassembler que vous vous êtes mise en congés du Front national ?
Bien sûr. Je me mets dans les conditions de rassembler tous les Français, quels qu'ils soient, sur un projet clair. Chacun sait ce que je porte comme valeurs, connaît la fermeté du combat que je veux mener pour rétablir la sécurité dans notre pays, y compris la sécurité quotidienne. Tout le monde connaît mon attachement à ne pas laisser les plus faibles sur le bord de la route.

Vous restez quand même associée à l'image d'un parti qualifié de xénophobe, raciste, fasciste.
Est-ce que, sérieusement, une seule personne peut continuer à utiliser cet argument de raciste alors que je suis arrivée en tête (en nombre de voix Ndlr) dans les départements d'Outre-mer, y compris à Mayotte, territoire majoritairement musulman ?

Votre premier grand meeting a lieu ce soir, à Nice(3). La région Paca est importante en terme de potentiel électoral ?
Toutes les régions le sont, mais c'est une région dans laquelle traditionnellement, il y a un lien de confiance fort entre les électeurs et nous. C'est donc un coup de chapeau d'avoir choisi Nice comme l'un des deux lieux de meetings de cet entre deux tours.

Votre directeur de campagne David Rachline, sénateur-maire de Fréjus, est-il appelé à rejoindre votre gouvernement en cas de victoire ?
Très certainement. C'est un homme en qui j'ai toute confiance, qui a des compétences solides et sérieuses. Il a démontré ses talents lors de cette campagne.

Et en ce qui concerne Marion Maréchal-Le Pen, votre nièce ?
Je crois qu'elle n'en a pas le souhait non plus. On voit bien qu'il y une sensibilité des Français à l'égard du travail en famille… Mon compagnon a d'ailleurs annoncé qu'il n'entendait pas participer à mon gouvernement de ce fait, et Marion est exactement dans le même état d'esprit.

Votre père a salué votre présence au second tour. Vous êtes-vous personnellement parlé depuis dimanche soir ?
Non. Nous avons des relations rompues pour l'instant et je ne pense pas que ce soit le père qui a parlé, mais le patriote. Je pense que, malgré les relations difficiles que nous avons, il n'oublie pas qu'il en est un.

1. Sur CNews mardi matin.
2. Hani Ramadan, frère de Tariq, est le controversé directeur du Centre islamique de Genève, licencié de l'Instruction publique en 2003 pour avoir justifié la lapidation, et frère du non moins controversé Tariq Ramadan.
3. Meeting au Palais Nikaïa ce soir à 20 heures.

C'est dit !

- « Cette présidentielle est une forme de référendum : pour ou contre la France »
- « Emmanuel Macron a la froideur des grandes entreprises qui licencient sans état d'âme »
- « Mes deux axes sont rendre la parole au peuple et rendre leur argent aux Français ! »
- « Le terrorisme cache aussi l'explosion de l'insécurité quotidienne »
- « Je n'oublie pas la classe moyenne sur qui ont pesé les milliards d'impôts et taxes supplémentaires du dernier quinquennat »
- « On peut être en désaccord avec mon projet, mais on doit lui accorder d'être cohérent, et qu'il vise à rendre aux Français l'argent qui leur a été indûment volé ».

rassembler les patriotes !»

«Il faut retrouver la maîtrise de nos frontières nationales»

Vous avez participé mardi matin à l'hommage national au policier tué jeudi dernier sur les Champs-Élysées. Comment comptez-vous lutter contre le terrorisme et plus largement, agir pour la sécurité des Français ?
D'abord, il faut renforcer les moyens de la police avec 15 000 policiers et gendarmes supplémentaires. Il faut aussi retrouver la maîtrise de nos frontières nationales, rétablir des postes de douanes, car on ne peut pas lutter contre le terrorisme si on ne sait pas qui entre chez nous, quelles armes sont le fruit de trafics. Ensuite, il faut agir sur les fichés S. Expulser immédiatement les fichés S étrangers.

Tous les fichés S ne sont pas étrangers...
C'est pour cela que j'engagerai les procédures de déchéance de la nationalité pour les bi-nationaux fichés S en lien avec le fondamentalisme. Je veux mettre en œuvre l'article 411 - 4 du code pénal qui vise à poursuivre et incarcérer préventivement ceux qui n'ont que la nationalité française mais sont convaincus de lien avec le fondamentalisme islamiste. Il faut aussi s'attaquer à la racine du mal que sont les organisations, les associations qui sont les « bras armés » du fondamentalisme islamiste. Je pense à l'UOIF notamment, dont je demande la dissolution, mais ce n'est pas la seule... Il faut asphyxier le fondamentalisme islamiste financièrement et socialement, car on ne réglera pas le problème du terrorisme islamiste sans régler la question du développement de son idéologie fondamentaliste sur notre territoire. Je pense également aux prisons qui sont devenues de véritables universités djihadistes, y effectuer un véritable travail de renseignements pour éviter cela. Il faut aussi rétablir la double peine : il n'y a aucune raison qu'un étranger qui commet un crime sur notre territoire, même si ce n'est pas en lien avec le terrorisme, puisse rester sur le territoire et vivre aux dépens de la communauté dont il a violé au moins deux lois, la loi pénale pour laquelle il a été condamné et la loi de l'hospitalité.

Pourquoi demander un moratoire sur l'immigration ?
Pour faire le bilan de l'immigration. Je veux que les Français connaissent la réalité de l'immigration, puisque on leur ment depuis des années.
Et il faut parvenir à un solde migratoire de 10 000 par an, pas plus.

«Les TPE - PME sont les murs porteurs de l'économie»

Vous voulez maintenir le CICE[1] en le fusionnant avec des allégements de charges.
Je veux aussi le réorienter vers les TPE - PME et sur les ETI (entreprises de taille intermédiaire).

Comment garantir que cela favorise la création d'emplois ?
C'est parce que le CICE a été capté par les grands groupes qu'il n'a pas favorisé la création d'emplois ! Or les grands groupes n'ont pas besoin d'être aidés. Et ils n'ont jamais eu le souhait d'embaucher. Je crois que les TPE-PME sont les murs porteurs de l'économie du pays et ont vraiment besoin d'être aidés. Je pense aussi évidemment aux indépendants dont il faut supprimer le régime social et appliquer une amnistie sur les arriérés du RSI. Si les murs porteurs se voient attribuaires de cette baisse massive de charges, alors ils embaucheront. Il faut aussi faire un effort sur la fiscalité des TPE - PME, avec la création de taux intermédiaires.

Les mesures que vous défendez ne risquent-elles pas de faire « fuir » les grandes entreprises françaises dont l'économie a quand même besoin ?
Pourquoi fuiraient-elles ? Est-ce que les États-Unis qui appliquent un protectionnisme intelligent voient fuir leurs entreprises ? Non au contraire. Lorsque l'on associe le protectionnisme et le patriotisme économique, eh bien, en réalité, on crée les conditions du retour des grands groupes. Aux États-Unis, à partir du moment où Donald Trump a annoncé mettre en œuvre cette politique protectionniste, toute une série de grandes entreprises ont annoncé leur souhait de relocalisation. Et elles reviennent car elles sont protégées de la concurrence internationale déloyale. Et c'est aussi cela que recherchent nos entreprises. Les grands groupes n'ont rien à craindre de moi, mais qu'ils sachent que je considère qu'ils n'ont pas besoin d'aide financière alors que leurs résultats sont très bons.
Clairement et je l'assume : je veux faire des TPE et des PME la priorité de mon action économique.

1. Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Euro : «Cette monnaie est morte»

Que répondez-vous à ceux qui jugent un éventuel « Frexit », et la sortie de l'euro comme synonyme de déflation, de baisse de salaires, d'atteinte au pouvoir d'achat des ménages ?
Mais enfin... Pourquoi envisagerais-je cette solution si elle n'apportait pas un bénéfice considérable non seulement à nos entreprises, à notre économie; mais également aux ménages et à l'épargne des Français ? Cette monnaie est morte. Son décès déjà acté.
Et des prix Nobel qui aujourd'hui, ne veulent pas que Marine Le Pen utilisent leurs travaux, le disent... Qu'est-ce qu'on fait ? On attend que cela explose ou on est raisonnable et on se met autour du table pour envisager les conditions dans lesquelles tout cela peut être coordonné, concerté. C'est cela l'enjeu. La fin de l'euro est inévitable, autant préparer cela avec nos partenaires européens. A l'issue de ces négociations, je me tournerai vers les Français en leur demandant s'ils estiment que c'est suffisant ou pas. Qu'il y a t-il de plus sage que de procéder ainsi ?

Que se passe-t-il si ce référendum ne vous donne pas quitus ? Les Français se disent très attachés à l'Europe...
Ce sera un autre débat. Je vous assure qu'il aura lieu. Souvenez-vous que deux mois avant le référendum sur la consitutiton européenne, 65 % des Français étaient pour. Après le débat sur la question, 55 % des Français étaient contre. Je veux réintroduire la politique décisionnaire et surtout, rendre la parole au peuple. C'est le peuple qui doit décider sur des choix extrêmement engageants.

«Produire au plus près et consommer sur place»

Etes-vous favorable à la filière nucléaire ?
La filière nucléaire est pour l'heure, très peu chère à la production. Et elle est incontournable car aujourd'hui nous n'avons pas la possibilité de remplacer l'énergie nucléaire à bas coût en énergies renouvelables (hors solaire). Il nous faut notamment investir dans la recherche, notamment en revalorisant le budget public de 30 % en la matière. Il faut aussi un état stratège, pour créer une filière hydrogène par exemple. Et puis, il y a aussi le modèle économique qu'il faut remettre en cause. Je crois que la démarche écologique doit être de produire au plus près et consommer sur place. On ne peut pas défendre une idée écologique en soutenant le libre échange mondial.

C'est pour cela que vous souhaitez transformer la PAC *(politique agricole commune, mesure de l'union européenne Ndlr)* en PAF (politique agricole française) ?
Je pense surtout que c'est notre argent qui, ensuite, nous est redistribué par l'Europe et que l'Etat français est plus à même, en accord avec les interprofessions, de pouvoir déterminer les critères d'attribution de ces subventions, en maintenant leur montant global, voire en l'augmentant.

Cette mesure n'est pas réalisable en l'état de l'engagement de la France dans l'Union européenne ?
C'est bien pour cela que je souhaite négocier ! Le périmètre de notre coopération avec les pays européens, c'est à nous de le déterminer. Par exemple : je n'ai pas envie que l'Union européenne détermine la politique d'immigration de la France, je suis en revanche favorable à un grand plan de coopération scientifique. Tout cela se discute, encore une fois dans l'intérêt des Français.

Quelles mesures pour développer la filière bio ?
Ce que je ne veux pas, c'est monter les agriculteurs les uns contre les autres. Il faut continuer à permettre au bio de se développer, mais il y a aussi un marché pour le non bio. Je pense que vouloir les mettre en concurrence n'est pas une bonne idée. Il faut leur permettre un développement parallèle et harmonieux.